

SANTÉ

Une technique pointue pour soigner la phlébite



Olivier Hartung, chirurgien à l'hôpital Nord (15), est spécialiste de la thrombose veineuse profonde.

C'est aujourd'hui la Journée mondiale de la thrombose, une pathologie encore peu connue, mais qui handicape pourtant ceux qui en sont atteints, soit 1 à 3 personnes sur 1 000 d'après les chiffres de l'AP-HP. "La thrombose veineuse profonde (TVP), communément appelée phlébite, est due à la formation de caillots dans la veine. Cela bouche la circulation veineuse", explique le professeur Olivier Hartung, chirurgien vasculaire à l'hôpital Nord de Marseille. "La thrombose veineuse profonde comporte le risque que le caillot se casse, engendrant une embolie pulmonaire à la phase aiguë", rappelle le chirurgien, arguant "qu'à distance, il peut y avoir des récurrences, que la veine reste bloquée, entraînant des symptômes gênants, pour les patients, les empêchant de mener une vie normale". Si cette pathologie ne peut être anticipée, elle se soigne par une thrombectomie pharmacologique. L'hôpital marseillais est d'ailleurs le seul de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur à proposer cette technique innovante pour l'instant. Les soins ne sont pas les mêmes en fonction du bilan de santé des patients. "Le traitement habituel des phlébites comprend des bas de compression veineuse élastique et des injections d'anticoagulants". Cependant, si les conditions le permettent, un autre remède existe. Il consiste à enlever le caillot. "Étant donné que les complications surviennent entre 2 et 10 ans au moins après l'apparition de la phlébite, l'opération ne se fait donc qu'à des gens ayant une bonne espérance de vie", dit le professeur Hartung. Chaque année, une dizaine de personnes sont traitées en phase aiguë, et une quarantaine en phase chronique à l'hôpital Nord. "C'est toujours mieux de traiter les patients à la phase aiguë plutôt que d'attendre les complications avant de les traiter", conclut le professeur Olivier Hartung pour cette Journée mondiale de la thrombose.

Gladys TEGLIA

Comment faire face aux déserts médicaux ?

Pour lutter contre les déserts médicaux, "les bonnes solutions" restent à trouver, a prévenu hier l'Ordre des médecins, invitant le gouvernement à ne pas reproduire les erreurs de ses prédécesseurs, à la veille de la présentation d'un plan pour l'accès aux soins. "Le temps est venu d'être politiquement efficace", a lancé le président du conseil national de l'Ordre des médecins (Cnm), Patrick Bouet, à l'occasion de la présentation de son 11^e atlas démographique annuel. Car les années suivent... et se ressemblent : la France n'a jamais compté autant de médecins - près de 216 000 praticiens en activité recensés au 1^{er} janvier 2017, un chiffre plutôt stable depuis dix ans (+0,9%) -, mais les déserts médicaux persistent, voire s'étendent. Il semble qu'il ait été en partie entendu. Le Premier ministre Édouard Philippe et la ministre de la Santé Agnès Buzyn dévoileront aujourd'hui à Châlus, en Haute-Vienne, leur plan de lutte contre les déserts médicaux. La suppression du *numerus clausus*, qui limite le nombre de médecins formés, ne devrait pas être au programme, à la différence de la coopération entre professionnels.

Le chiffre

2,07 Selon une étude de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) publiée hier, les dépenses de prise en charge des personnes âgées dépendantes, financées par les pouvoirs publics et les ménages, pourraient doubler en part de PIB d'ici à 2060, passant de 1,1 point de PIB aujourd'hui à 2,07 en 2060.

À suivre

Il y a un an, la première salle de shoot. Depuis son ouverture, le 17 octobre 2016, 800 toxicomanes se sont inscrits comme utilisateurs à la première "salle de consommation à moindre risque" de France, dite "salle de shoot", installée près de la gare du Nord à Paris. Cette inscription n'est pas obligatoire et en moyenne, 165 actes de consommation sont comptabilisés chaque jour, soit 53 582 consommations en un an, principalement des injections. Les consommations se faisant toujours sous la supervision d'un soignant, aucune overdose mortelle n'est survenue.

EDF mise sur l'innovation pour peser à l'international

INTERVIEW Le PDG Jean-Bernard Lévy inaugure aujourd'hui Massileo

Vous inaugurez aujourd'hui l'un de vos fleurons, Massileo ? C'est une solution innovante qui permet d'assurer les besoins en chaud et en froid de tout un quartier, grâce à l'eau de mer. C'est extrêmement nouveau à cette dimension-là, ça ne s'est fait nulle part ailleurs. D'une manière générale, la région Paca est à la pointe de l'innovation énergétique avec également l'alliance Flexgrid qui permettra l'optimisation des réseaux électriques et le développement de la ville intelligente. Cela débute, mais EDF est partie prenante d'autres projets innovants qui seront conduits par la Région.

Qu'apporte ce type d'innovations ? Nous voulons agir encore davantage pour développer les énergies renouvelables, dont le potentiel est immense. Nous montrons par exemple à travers Massileo, comment utiliser les capacités de l'eau de la mer pour chauffer ou refroidir un éco-quartier de 60 000 m² (au sein d'Euroméditerranée). Au moment où l'on s'efforce de limiter les énergies fossiles pour ne pas avoir à dépasser les deux degrés de réchauffement climatique on voit que l'électricité d'origine renouvelable est une des solutions. Il est donc important de montrer progressivement qu'on peut substituer l'usage du charbon du pétrole et du gaz, grâce à ces nouvelles énergies.

La concurrence se développe sur le terrain de l'énergie verte ? Notre électricité est presque entièrement bas carbone, contrairement au gaz qui émet beaucoup de CO₂. Notre énergie renouvelable provient en grande partie de l'hydroélectricité et la chaîne Durance Verdon fait de la région Provence la deuxième région productrice de France. Nous investissons aussi dans l'énergie solaire et éolienne. Dans la région, EDF a gagné la compétition sur le projet Provence Grand Large à Port-Saint-Louis-du-Rhône qui permettra de faire les premières éoliennes en mer flottantes.



Le PDG d'EDF J.-B. Lévy est aujourd'hui à Marseille et Aix pour marquer son engagement dans les énergies nouvelles.

Pour nos clients, nous lançons la semaine prochaine de nouvelles offres vertes avec deux options, une option équilibrée sur la semaine et une option pour ceux qui déplacent leur consommation le week-end, pour payer un peu moins cher l'électricité. Nous sommes un groupe leader du bas carbone car nous produisons une électricité à 97% sans CO₂. Vous avez perdu un million de clients en un an ? Une grande majorité de Français demeure à nos côtés, la marque EDF inspire confiance, les gens savent qu'il y a une très grande qualité de service et de facturation et lorsqu'ils appellent, c'est depuis la France que nous leur répondons. L'arrêt de Tricastin pose-t-il problème ? C'est un arrêt à la demande de l'Autorité de sûreté nucléaire qui a tout pouvoir, donc nous nous conformons à sa demande, même si nous estimons cette demande injustifiée. L'arrêt des réacteurs aurait pu poser des problèmes sur la production si nous étions en hiver. On est en train de faire les travaux nécessaires alors que les quatre réacteurs sont arrêtés, mais on aurait très bien pu le faire pendant qu'ils fonctionnaient. Il s'agit de renforcer de 400 mètres une digue, ça doit être achevé à la fin du mois d'octobre comme prévu. Il faut surtout rappeler que cette centrale fonctionne avec un excellent niveau de sûreté depuis plus de 35 ans, donc les habitants n'ont pas à s'inquiéter de ce sujet-là. Comment préparez-vous la sortie du nucléaire ? C'est grâce au nucléaire que les Français ont une électricité bien meilleur marché que dans les pays voisins, que nous n'avons pas de coupure, que nous avons 220 000 emplois dans la filière industrielle, et que la France évite d'importer de l'énergie fossile contrairement à la plupart de nos voisins. C'est l'État qui défi-

nit le mix énergétique, il souhaite que la part du nucléaire baisse au fur et à mesure que les énergies nouvelles augmentent et nous travaillerons dans ce cadre. Nous accompagnerons la baisse de la part du nucléaire qui représente aujourd'hui 75% de la production en France et la croissance des énergies nouvelles dans lesquelles nous sommes et resterons un très grand acteur.

La production d'énergie renouvelable va se décentraliser ? Oui aujourd'hui il y a une forte demande et des technologies qui permettent à des producteurs locaux de produire et de consommer localement, de stocker le reste ou de le revendre sur le réseau. Cette part de production locale avec une implication des citoyens ou des collectivités locales est amenée à croître et nous jouerons là aussi un rôle très important comme nous le faisons dans plusieurs programmes de la région Paca. Avec l'offre Mon Soleil & Moi, lancée il y a quelques mois, nous avons déjà de nombreux Provençaux qui produisent eux-mêmes de l'électricité solaire sur leur toiture en consommant une partie et revendent le reste sur le réseau. C'est une évolution ; il y a quelques années tout était revendu, là environ 70% de ce qui est produit est autoconsommé. À Nice nous avons aussi mutualisé avec un système de batterie les énergies produites à l'échelle d'un quartier localement, le projet s'appelle "Nicegrid".

EDF est armée pour rivaliser sur le marché mondial avec les Chinois leader de la production ? Oui, parce que nous innovons beaucoup, nous investissons en recherche et développement, nous avons la confiance de dizaines de millions de clients en France et en Europe et un petit peu aussi dans le monde et nous sommes parfaitement bien armés pour rivaliser avec les autres grands énergéticiens mondiaux. Il faut continuer à investir dans la recherche, la technologie, ce qui représente 600 millions d'euros par an.

Recueilli par M.-C. BÉRENGER

NUCLÉAIRE

Greenpeace défie la sécurité des centrales

Des militants de Greenpeace ont défié hier EDF en s'introduisant sur le site de la centrale de Cattenom (Moselle) afin d'alerter sur la vulnérabilité des piscines de combustible usagé. Cette action démontre les "lacunes flagrantes" de la sécurité des accès à la centrale, s'est inquiétée la ministre luxembourgeoise de l'Environnement Carole Dieschbourg - dont le pays est situé à une dizaine de kilomètres de Cattenom. EDF a reconnu une intrusion, mais affirme que les militants - qui ont rendu publique une vidéo sur laquelle on les voit tirer un feu d'artifice au pied de la centrale - ont été rapidement stoppés. "Pas d'accès à la zone nucléaire. Pas d'impact sur la sécurité des installations", a tweeté EDF Cattenom. "Les militants de Greenpeace sont de retour sur le site d'une centrale nucléaire afin de dénoncer les risques qui planent sur ces installations", a fait savoir l'ONG. C'est la première fois que des militants de l'ONG pénètrent dans la centrale de Cattenom. Selon EDF, ils ont été interceptés par les gendarmes huit mi-



Le feu d'artifice tiré par Greenpeace à Cattenom.

minutes après leur intrusion. Greenpeace affirme avoir eu le temps de tirer un feu d'artifice au pied d'un bâtiment de la centrale, qu'il présente comme la piscine de combustible usagé. Selon la préfecture, le feu d'artifice a été tiré "au niveau des portails, soit à l'extérieur du site". Par cette action, l'ONG a voulu dénoncer la vulnérabilité de ces installations, deux jours après la remise d'un rapport d'experts sur ce sujet. Dans ce rapport, sept experts mandatés par l'ONG se sont penchés en particulier sur la capacité de résistance des 63 piscines d'entreposage des combustibles nucléaires usés en France et dans les centrales belges de Doel et Tihange. Ils ont pointé du doigt ces piscines, qui peuvent contenir plus de combustibles que les cœurs des réacteurs, mais qui ne sont pas protégées comme ces derniers par des enceintes de confinement renforcées.

En 2030, Paris veut passer aux voitures tout électriques

Plus de voitures à essence ni de véhicules diesel à l'horizon 2030 à Paris : c'est l'objectif global fixé hier par la Ville, qui n'entend pas pour autant passer par des mesures d'interdiction pure et simple. La capitale devancerait ainsi l'objectif du gouvernement qui a annoncé en juillet la fin des ventes des véhicules essence et diesel pour 2040. "Si l'on veut qu'il soit atteint, cela implique que la sortie du diesel et de l'essence intervienne plusieurs années avant en zone urbaine, et en particulier dans les grandes villes", précise la mairie qui affirme donner "l'exemple, en offrant déjà des aides aux commerçants et artisans, ainsi qu'aux taxis, pour s'équiper en véhicules propres, et qu'elle a aussi investi dans l'achat de 12 autocars électriques pour les transports scolaires". La maire de Paris, Anne Hidalgo affirme avoir été "menacée" par les "lobbies" automobile et du diesel en raison de son action.